

COMPTE - RENDU DE LA PARTICIPATION DE LA DELEGATION DJIBOUTIENNE AUX ASSEMBLEES ANNUELLES DE LA BAD

10-14 Mai 2009

Une délégation Djiboutienne conduite par **Monsieur SIMON MIBRATHU**, a participé aux 44^{ème} Assemblées annuelles du groupe de la BAD et au 35^{ème} Conseil des gouverneurs du Fonds Africain de Développement (FAD) à Dakar (SENEGAL), du 10 au 14 Mai 2009.

La délégation Djiboutienne était également composée de **Monsieur ALMIS MOHAMED ABDILLAHI**, Directeur du Financement Extérieur et Administrateur suppléant de la BAD.

L'impact de la crise financière internationale sur l'Afrique a été le thème dominant de ces assemblées.

I. RESUME DES TRAVAUX DES ASSEMBLEES ANNUELLES DE LA BAD

Organisé sur le thème : «L'Afrique et la crise financière: un plan d'actions», l'événement de deux jours a été officiellement ouvert par le Président du Sénégal, **S.E.M. ABDOULAYE WADE**, en présence du Président du Burkina, **S.E.M. BLAISE COMPAORE**, du Vice-président du Ghana, **S.E.M. JOHN DRAMANI MAHAMA**, du Président de la Commission de l'Union Africaine, **M. JEAN PING**, du Président de la Banque Africaine de Développement, **M. DONALD KABERUKA**, et du Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), **M. ADBOULIE JANNEH**.

Près de 2000 délégués, incluant des gouverneurs (Ministres des finances/économie), représentant 78 pays membres du Groupe de la BAD, ainsi que des chefs d'agences multilatérales de développement, de représentants de la société civile, d'ONG et de représentants du monde des affaires ont participé aux assemblées, la plus importante rencontre annuelle du milieu financier en Afrique.

Le Président **Kaberuka** a prononcé un discours dans lequel il a passé en revue l'évolution de la situation économique en Afrique des 40 dernières années, caractérisée par des cycles courts de période de croissance, suivie de longues années de stagnation, en bonne partie le résultat de facteurs internes dues à une mauvaise gouvernance économique et de chocs externes. Il a constaté la faible intégration de l'Afrique et son poids relativement faible dans le commerce mondial.

Il a rappelé que contrairement aux autres périodes difficiles que le continent a connu, les causes de la crise financière actuelle ont été externes et a mentionné que les impacts de la crise qui succèdent à la crise alimentaire et la crise énergétique seraient dévastatrices pour les économies africaines et entraîneront des pertes d'emplois, la fermeture d'entreprises, d'usines, de mines, entre autres. Ainsi, le Président a considéré que la crise entraînerait (i) une diminution du commerce, (ii) des déficits croissants, (iii) une réduction des IDE et (IVE) des difficultés supplémentaires pour les pays régionaux dans la réalisation des OMD.

Il a également rappelé les aspirations d'un continent qui a travaillé fort ces dernières décennies, notamment sur les réformes économiques pour stimuler la croissance du revenu national brut et la porter à une croissance de plus de 7%. Ces efforts ont été affectés par les conséquences de la crise financière. Ce qui a pris une décennie à être construit est aujourd'hui remise en cause de manière brutale en peu de temps. Selon toutes probabilités, quand l'économie reprendra, la reprise sera plus faible », a dit le Président de la BAD.

Malgré ce triste panorama, il y a lieu d'être optimiste par rapport aux perspectives à long terme de l'Afrique, si les efforts requis sont déployés pour limiter les dégâts et préparer la reprise de la croissance ; tous les pays sont affectés mais tout le monde s'est mis ensemble pour trouver des solutions. L'Afrique, dès lors, veut faire partie de cette réponse coordonnée à une crise dont elle n'est pas responsable, mais dont elle sait qu'elle a un rôle crucial à jouer pour y faire face.

Le Président de la BAD a rappelé les efforts entrepris par la BAD pour permettre aux pays membres d'affronter la crise, et ce dès son déclenchement. Il a indiqué avoir mis en place un comité de surveillance pour suivre l'évolution de la crise, organisant à Tunis une conférence ministérielle pour examiner les différents enjeux de la crise et instaurant un « comité des dix » qui a fourni des intrants aux décisions prises lors du récent Sommet du G20 à Londres.

Il a mentionné l'initiative prise par la BAD et six autres institutions financières internationales de mettre à la disposition des membres régionaux un budget de 15 milliards \$US pour promouvoir le commerce et renforcer le secteur financier africain comme exemple probant du type d'initiatives qui doivent être prises pour aider le continent à affronter la crise financière. La Banque a aussi accru ses opérations dans le domaine des infrastructures, le secteur privé, les Etats fragiles, les pays à faible et à revenu intermédiaire, en lien avec sa Stratégie à moyen terme 2008-2012.

Il a salué la décision du G20, qui a confirmé le besoin de réévaluer les exigences de financement de la Banque Africaine de Développement et des autres banques multilatérales, ceci pour leur permettre de mieux jouer leur rôle dans le contexte actuel. Il s'est aussi félicité de la pertinence de revoir les options en vue de la reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD).

Rappelant que l'Afrique a de beaux jours devant elle, M. Kaberuka a insisté sur les tâches incombant à la BAD en (i) protégeant les acquis tout en poursuivant les réformes économiques, (ii) limitant les dommages de la crise (iii) développant les mécanismes d'intervention rapides, (iv) favorisant l'intégration régionale et continentale et (V) en faisant l'équilibre entre la réponse à apporter à court terme et les objectifs à long terme de transformation économique. C'est ce que la Banque Africaine de Développement entend poursuivre, avec votre soutien », a-t-il mentionné. Il a conclu sur le défi que constituait la crise sur le court terme ainsi que sur les opportunités pour les économies sur le moyen et le long terme.

Pour sa part, le Président du Sénégal, **S.E.M. Abdoulaye Wade**, hôte de l'événement, a en premier lieu précisé que la crise constituait une crise de gouvernance mondiale. Il a mentionné que si les crises naissaient en Occident, elles pouvaient trouver leurs solutions en Afrique car le continent Africain est un continent vierge regorgeant de capacités et de ressources naturelles et humaines. Il a de surcroît précisé que l'Afrique pouvait solutionner ses problèmes à long terme en intégrant ses économies pour leur donner plus d'autonomie en visant un développement plus durable.

Il a offert quelques pistes de réflexion à l'Assemblée afin d'accroître les financements pour les infrastructures nécessaires au développement de l'Afrique. Il a indiqué avoir publié les grandes lignes de son intervention dans un article dans *Le Monde*.

Le Président sénégalais a précisé que le système des quotas du FMI devrait être révisé et assoupli en augmentant la part des DTS pour les pays émergents et les pays pauvres. Il a appelé à une Africanisation de la Banque mondiale ainsi qu'à une décentralisation des centres de décision au niveau local. Il a exhorté à la constitution de groupes de travail sur les différents aspects de la crise et a félicité la CEA pour la réflexion menée sur la position de l'Afrique face à la crise. Il a enfin souhaité une multiplication des mécanismes de financements avec entre autres :

- Une émission de bons du trésor Africain garantie par des Pays développés ;
- L'émission de bons du trésor Africain mutuellement garantie pour le financement des Infrastructures ;
- La constitution d'un consortium africain pour l'électricité ;
- La Subvention des produits agricoles africains par les pays développés ;
- L'utilisation des ressources de l'UEMOA placée à l'extérieur.

« L'Afrique ne doit pas être abandonnée. Sa jeunesse ne doit pas baisser la garde, mais doit continuer à travailler et regarder l'avenir avec confiance et espoir », a-t-il dit.

Le Président du Sénégal a aussi félicité le président de la BAD pour « l'énergie et le dynamisme insufflés aux activités de la Banque ».

Pour sa part, le **Président COMPAORE** du Burkina a souligné que cette crise offrait une opportunité pour dresser un diagnostic pour les économies africaines et le système de la coopération au développement. En effet, il est incontournable que dans le règlement de cette crise mondiale, il faudra associer les pays émergents et le dernier Sommet du G20 est un premier pas.

Il a insisté pour que la BAD s'attelle davantage à mobiliser des ressources et accompagner les efforts d'intégration économique régionale.

Par ailleurs, il a préconisé que les pays africains se dotent à travers la BAD un mécanisme de suivi du Plan d'actions pour le règlement de la crise financière internationale.

Dans son intervention, le Président de la Commission de l'Union Africaine, **M. Jean Ping**, a dit que l'Afrique affronte des défis historiques. Il a rappelé les efforts déployés par son organisation en coopération avec la BAD et l'UNECA pour affronter les défis posés par la crise financière, et a demandé aux partenaires de l'Afrique de respecter les engagements pris pour le développement de l'Afrique.

Durant cette conférence, les thèmes évoqués par les participants ont principalement concernés la (i) pérennisation des acquis réalisés ces dernières années, (ii) la stabilisation macroéconomique afin de confirmer les succès antérieurs et le développement des Infrastructures. (iii) tirer profit des enseignements passés et des stratégies mises en œuvre lors des crises antérieures pour se projeter dans l'avenir, (iv) mettre en place un nouveau partenariat mondial, (v) renforcer le développement des infrastructures en Afrique à travers l'intégration régionale voir continentale, (vi) renforcer le développement du secteur financier en Afrique.

II. LES REUNIONS DE LA DELEGATION DJIBOUTIENNE

En marge des Assemblées Annuelles, la délégation Djiboutienne a eu des réunions avec les responsables de la BAD et plus particulièrement avec **Mme Diaretou Gaye**, Directrice des Opérations Pays, et les responsables des secteurs de l'Energie, de l'Eau et du Secteur privé.

Le SG a, dans un premier temps, remercié l'équipe de la BAD pour le maintien de bonnes relations et la performance dans la mobilisation de ressources additionnelles. Il a brièvement fait le point sur la situation économique et financière nationale. Il a ainsi mentionné que la dernière mission du FMI avait abouti sur des résultats concluants avec des prévisions de croissance de 5,1% pour l'année 2009 et a souligné l'excédent budgétaire pour 2008 malgré les répercussions de la crise énergétique, de la crise alimentaire et de la crise financière.

Il a, en outre, mentionné parmi ce panorama, le contexte difficile lié à l'agression Erythréenne en 2008. Il a mentionné les répercussions des crises sur l'inflation qui pour 2008 a été ramené à 9,2% et a tenu à souligner l'impact des crises sur les populations vulnérables. Il a évoqué les impacts indirects de la crise financière sur Djibouti avec les problèmes de devises rencontrés par l'Ethiopie suite à la dégradation de sa balance des paiements. Il a aussi indiqué la baisse drastique des exportations Ethiopiennes et les effets sur l'économie Ethiopiennes des répercussions de la crise financière.

Outre cette problématique, il a évoqué les actions des autorités Djiboutiennes dans le cadre de la sécurité alimentaire avec les projets en Ethiopie et au Soudan. Il a aussi ajouté le cas du Malawi et l'attribution au profit de la République de Djibouti d'une parcelle de terrain de 50 000 hectares. A ce sujet, il n'a pas manqué de souligner l'urgence du décaissement du projet d'appui contre la crise alimentaire qui doit financer le projet agricole d'Ethiopie.

Concernant le portefeuille des projets, le SG a mentionné la bonne performance des projets et la qualité de l'exécution. Il a évoqué le dossier de l'interconnexion et les retards de l'entreprise SIEMAS qui néanmoins a repris après un rappel à l'ordre.

Le Directeur du Financement Extérieur a précisé que des difficultés étaient constatées pour le projet Santé qui, après un difficile démarrage, a atteint sa vitesse de croisière. Il a toutefois déploré les retards importants qui ont été constatés dans le processus de prolongation du projet avec un délai de réaction relativement long de la BAD (4 mois) qui a entraîné des blocages et des retards dans les décaissements.

Le SG a remercié la BAD pour le financement de 2 millions \$US dévolus à Djibouti dans le cadre de la Facilité pour les Etats fragiles et a demandé les mécanismes d'utilisation par Djibouti de cette Facilité.

La directrice des Opérations a spécifié que cette facilité était mobilisable. Elle a ainsi indiquée que le Mécanisme en faveur des États fragiles comportait trois guichets d'aide sous forme de don :

- Le **guichet d'aide supplémentaire** destiné à accroître l'appui fourni aux États fragiles admissibles, en sus de l'affectation nationale dont le montant est déterminé par la formule d'allocation basée sur la performance. Ce guichet est ouvert aux pays sortant d'un conflit qui répondent à des critères visant à évaluer les progrès accomplis en

matière de consolidation de la paix ainsi que d'amélioration de la stabilité macroéconomique, de la transparence et de la responsabilité. À l'heure actuelle, neuf pays seulement ont accès à ce guichet.

- Le **guichet d'apurement des arriérés** offre un appui ponctuel à l'apurement des arriérés. Les pays ayant accès à ce guichet doivent être admis à bénéficier d'un allégement de dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

- Le **guichet de renforcement des capacités** qui permet d'aider les pays régionaux en assistance technique.

Elle a précisé que Djibouti n'était éligible qu'au troisième guichet.

Le Secrétaire Général a remercié Mme GAYE pour ces compléments d'informations et a souligné que les besoins actuels et urgents de Djibouti passaient plus par un appui de la BAD dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

Il a ainsi exprimé les importants efforts entrepris par Djibouti dans le secteur de l'énergie avec le dossier de l'interconnexion mais a ajouté que le pays était actuellement dans une phase transitoire et qu'il fallait, en attendant la concrétisation des projets en cours, assurer la production et la distribution de l'énergie. Il a pour cela évoqué la nécessité d'appuyer la République de Djibouti dans l'acquisition de groupes d'appoint d'une valeur unitaire approximative de 1 million \$US.

Il a, par ailleurs, évoqué le dossier du développement des énergies propres en RDD et plus particulièrement de la géothermie. Il a expliqué le partenariat entre la République de Djibouti et la société Reikiavik International et l'historique du projet. Il a ainsi mentionné l'étude de préfaisabilité réalisée par la société islandaise pour 1,5 million \$US ainsi que le coût des études réalisées par les autorités Djiboutiennes et estimé à 5 millions \$US. Il a cependant expliqué que l'étude de faisabilité qui doit être réalisée fait apparaître un gap de financement de 2 millions \$US suite à la crise financière internationale. Il a, en premier lieu, indiqué que la société Islandaise avait pris contact avec le guichet secteur privé de la BAD afin de combler le gap de financement.

Il a remis un document de ventilation des partenaires mobilisé par le projet et a demandé à la BAD d'intervenir aux cotés des autorités Djiboutiennes pour la poursuite de ce projet. Il a mentionné être porteur d'une requête du Gouverneur, **S.E.M. ALI FARAH ASSOWEH**, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification, en charge de la Privatisation, qu'il a par ailleurs remis à la directrice des Opérations.

Mme Diarétou GAYE a pris connaissance de la requête émanant du Gouverneur et a demandé à la délégation Djiboutienne de rencontrer M. Diallo Ahmadou, en charge des dossiers de l'Energie. Elle a indiqué que son staff prendrait les dispositions nécessaires pour arranger cette réunion mais a toutefois précisé la difficulté de mobiliser le mécanisme des Etats fragiles mis à la disposition de Djibouti pour satisfaire les besoins en équipements dans les domaines de l'Eau et l'Energie de Djibouti.

Le SG a aussi évoqué la problématique de l'eau en République de Djibouti. Il a dans un premier temps rappelé que la BAD intervenait de manière conséquente pour le secteur de l'eau mais il a toutefois indiqué les besoins urgent et spécifiques à Djibouti dans le secteur de l'eau potable. Il a de surcroît mentionné que si la BAD intervenait dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en RDD à travers le FAD-X et la Facilité Eau

(FAE), Djibouti n'avait nullement bénéficié de l'initiative pour l'approvisionnement en eau potable et en assainissement en milieu rural mise en œuvre en 2003, ni du PPE (Programme de Partenariat pour l'Eau).

Le SG a également remis à la Directrice les fiches d'identification des projets pour lesquels la RDD sollicite de la part de la BAD un appui d'urgence. Il a ainsi mentionné les caractéristiques des projets qui concernent les districts de l'intérieur et qui représentent un besoin global de 2,5 millions \$US.

La Directrice a pris connaissance des fiches de projets remis par la délégation et a recommandé de rencontrer **M. JALLOW**, en charge du secteur de l'Eau. Elle a indiqué que son staff prendrait les dispositions nécessaires pour arranger cette réunion. Elle a toutefois précisé l'importante mobilisation de ressources au profit de Djibouti et l'aptitude des autorités a utilisé les possibilités offertes par la BAD en ne se contentant pas d'utiliser l'allocation FAD qui demeure très limitée.

La délégation a indiqué que cette amélioration dans la mobilisation des ressources par les autorités résultait également d'une meilleure entente et partenariat et a tenu à remercier, à nouveau, Mme GAYE et son équipe pour l'excellence du niveau de partenariat.

Réunion avec Monsieur Sering B.O. Jallow, Chef de Division Eau

Le Secrétaire Général a précisé l'appui de la BAD dans la mise en œuvre des projets de développement dans le secteur de l'Eau à Djibouti.

Il a mentionné les difficultés actuelles dans le domaine de l'eau et plus particulièrement dans le secteur de l'eau potable en milieu rural. Il a ainsi mis à la disposition du Chef de division Eau et Assainissement les fiches de projets portant sur le secteur de l'eau potable pour les régions de l'intérieur et a exprimé l'urgence des besoins et la nécessité de bénéficier rapidement de la Facilité Eau intitulée Initiative Eau Potable et Assainissement en Milieu Rural.

Le Chef de division Eau et Assainissement à la BAD a rappelé qu'un projet dans le FAD-X avait été réalisé pour Djibouti dans le cadre de l'assainissement de la ville de Djibouti et que la BAD avait aussi financé le schéma directeur de l'assainissement de Djibouti. Il a, par ailleurs, souligné qu'un projet était prévu dans le secteur de l'eau dans le cadre du FAD-XI mais que malencontreusement celui-ci avait été affecté au Projet de lutte contre la Pauvreté Urbaine (PREPUD).

Concernant l'Initiative Eau Potable et Assainissement en Milieu Rural, le Chef de division Eau et Assainissement a précisé qu'il fallait mobiliser les ressources du FAD pour pouvoir avoir accès à ce trust fund et a exhorté les autorités Djiboutienne à adresser une requête en ce sens auprès du directeur du département Eau et Assainissement, M. Rakotobé.

Réunion avec M. Diallo Amadou Thierno, Chef de Division Energie

Le Secrétaire Général a rappelé l'effort fait par la BAD dans le secteur de l'Energie. Il a précisé que le projet d'interconnexion avec l'Ethiopie était en phase d'exécution. Il a néanmoins rappelé que durant la période de transition, la République de

Djibouti continuait de souffrir d'un déficit énergétique. Il a ainsi demandé à la BAD d'intervenir afin de mobiliser des ressources pour financer des groupes d'appoint.

Le Chargé de projet au sein du département Energie a indiqué qu'il existait des fonds bilatéraux mais a précisé que ces fonds étaient essentiellement dédiés à l'assistance technique et au renforcement des capacités.

Le Secrétaire Général a, par ailleurs, demande à la BAD de financer des études sur la structure et l'organisation de l'EDD.

Le Chargé de projet Energie a mentionné qu'il existe également des fonds de préparation (PPF) qui peuvent être mobilisés sous réserve d'une requête des autorités Djiboutiennes.

Concernant le problème des groupes d'appoint et devant l'incapacité de la BAD de financer ce type d'opérations en urgence, le Directeur du Financement Extérieur a proposé à ce que soient utilisés les reliquats du projet d'interconnexion électrique avec l'Ethiopie.

Le Chargé de projet Energie a ainsi proposé à Djibouti de préparer une requête pour le reliquat mentionné afin d'expliquer les besoins et l'acquisition de groupes d'urgence et a demandé à ce que l'EDD puisse préparer le dossier de spécification technique pour les groupes d'appoint.

Le Secrétaire Général a remercié la BAD pour son appui ainsi que pour les recommandations et a soumis la problématique du financement de REI et de la géothermie en République de Djibouti. Il a remis sommairement la problématique de financement du volet d'énergie géothermique et a invité la BAD à financer l'opération avec les autorités djiboutiennes.

Le Chargé de projet du département Energie a mentionné l'existence d'un fonds catalytique japonais dans le domaine des énergies renouvelables, susceptible d'appuyer les efforts des autorités Djiboutiennes dans le domaine de la géothermie. Il a ainsi demandé à la délégation djiboutienne de remettre à **Mme Neside Tas ANVARIPOUR** les documents liés à ce projet, cette dernière se chargeant de remettre aux personnes ressources au sein de la BAD lesdits documents en question.